



Les Amis
de la Terre
France

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023

ÉCOUTEZ LES
SCIENTIFIQUES

PLUS
UN SEUL
PROJET
FOSSILE



Introduction

En 2023, la sécheresse méditerranéenne que nous avons subie a battu de tristes records. Cela a-t-il ouvert les yeux de nos décideurs politiques ? Non, bien au contraire. Le bateau du gouvernement a continué sa dérive, en traçant la voie de l'extrême-droitisation du pays. Malgré de grands discours sur la transition, il a œuvré à faire reculer la justice sociale, nos droits fondamentaux et l'écologie, pour le plus grand plaisir des lobbies. La répression qui a sévi à Sainte-Soline et suite à la manifestation en est un exemple criant.

Aux Amis de la Terre, nous ne nous laissons pas enfermer dans la sidération. Face à l'aggravation de la répression et aux injustices sociales, nous avons répondu par la lutte pour une écologie populaire et juste, main dans la main avec les syndicats et les travailleur·ses. À travers nos campagnes, nous avons continué à mettre en lumière les ravages de l'agrobusiness et des multinationales. L'année 2023 a été marquée par une victoire historique dans la campagne contre le financement des banques françaises aux énergies fossiles, avec l'annonce du retrait de Société Générale du financement de Rio Grande LNG, méga-projet de terminal d'exportation de gaz fossile au Texas.

Perturbation de l'AG de Total, assignation en justice de BNP Paribas pour sa contribution aux dérèglements climatiques, grande mobilisation pour obtenir un encadrement législatif de la surproduction dans l'industrie de la mode, lancement d'une action en justice aux côtés des personnes affectées par les projets de Total en Ouganda et en Tanzanie... 2023 a été riche en activités, mais aussi porteuse d'espoir, et résolument débordante d'énergie militante.

Cette année a aussi été pour nous l'occasion d'ouvrir les imaginaires, à travers le document « Espace écologique, concrétisons les utopies », qui permet de penser des pistes de politiques publiques à travers le prisme du concept d'espace écologique.

Avec les 23 groupes locaux et les 8 groupes affiliés des Amis de la Terre, notre fédération puise sa force dans son maillage territorial et dans la diversité de ses luttes locales. Sur tout le territoire, nos groupes locaux et affiliés ont mené d'immenses combats contre le nucléaire et l'omniprésence de la publicité dans nos villes, mais aussi contre les grands projets inutiles et imposés (autoroutes, extension d'aéroports...) et plus globalement l'artificialisation des terres. Je suis convaincu que grâce à ces luttes déterminantes, il est possible de transformer concrètement nos territoires et de changer nos vies en profondeur, pour faire émerger des sociétés humaines solidaires et en harmonie avec le vivant.



A handwritten signature in black ink that reads "Khaled".

Khaled Gaiji

Président des Amis
de la Terre France

Chiffres clés

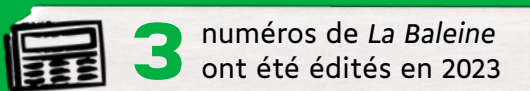
Vous êtes toujours plus nombreux-ses à nous suivre



Plus de **90 000** personnes suivent le Baleineau, notre bulletin d'information mensuel et **4 200** adhérent-es soutiennent financièrement la fédération !

SUIVEZ-NOUS!

Le plus vieux journal écologiste continue de vous informer

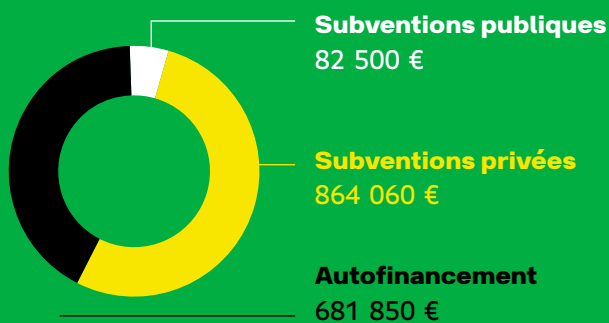


MARS « Coup de projecteur sur... L'accaparement des terres agricoles »

JUIN « La démocratie en danger »

DÉCEMBRE « Croissance économique et destruction du vivant, deux faces d'une même pièce »

Transparence financière



On parle de nous !



Plus de **860** retombées dans les médias (presse écrite, télévision, radio...) en 2023.

Le réseau des Amis de la Terre

→ **23** groupes locaux partout en France

→ **8** groupes affiliés aux Amis de la Terre



Temps forts en 2023

JANVIER

Pour en découdre avec la surproduction

10 ans après le drame du Rana Plaza, nous avons publié, à l'occasion des soldes d'hiver, un décryptage sur les ravages de l'industrie de la mode.

FÉVRIER



Affaire BNP, les choses sérieuses commencent

Après avoir mis en demeure BNP Paribas en octobre 2022 pour sa contribution aux dérèglements climatiques, nous avons, aux côtés de Notre Affaire à Tous et Oxfam France, assigné en justice la banque la plus polluante de France.

Stop à l'accaparement des terres agricoles !

Phénomène peu connu en France, l'accaparement des terres par des multinationales et des investisseurs tue le monde paysan à petit feu. Pour lancer l'alerte et sensibiliser à la nécessité d'une transition agroécologique, nous avons publié un décryptage soulignant une demande phare : le plafonnement de la surface qu'une même personne peut posséder.

JUIN

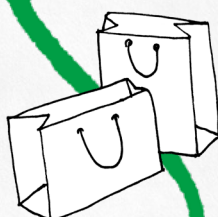


EACOP : la bataille reprend

Avec quatre associations ougandaises et françaises, et 26 personnes affectées par le méga-projet pétrolier de Total en Ouganda et en Tanzanie, nous avons lancé une nouvelle action en justice contre la multinationale. L'objectif : demander réparation pour les violations des droits humains commises par Total.

Shein : quand la mode surchauffe

Après un travail minutieux d'enquête, nous avons publié une analyse du modèle de Shein, le géant de l'ultra fast-fashion. Un outil précieux dans la dénonciation du « tout jetable » et pour valoriser les alternatives pour une mode vraiment durable et respectueuse des travailleur·ses.



MAI

AG de BNP : quand les scientifiques s'invitent à la fête

Aux côtés de plusieurs membres du collectif Scientifiques en Rébellion, nous nous sommes invité·es à l'Assemblée générale annuelle de BNP Paribas, pour dénoncer les soutiens financiers de la banque à l'industrie des énergies fossiles.



700 activistes au rendez-vous de l'AG de Total

Les activistes du mouvement climat se sont réuni·es pour dire « non » au monde de Total en perturbant l'Assemblée générale de la major, qui investit encore majoritairement dans des projets de pétrole et de gaz, au mépris du climat et des droits humains.

MARS

VICTOIRE ! Société Générale a annoncé son retrait de Rio Grande LNG

Après avoir mené campagne depuis 2017 contre ce méga-projet de terminal d'exportation de gaz fossile au Texas, nous avons appris que Société Générale avait enfin annoncé son retrait du projet ! La banque était le conseiller financier de ce projet très controversé. Preuve que la détermination porte ses fruits !

OCTOBRE

BNP affichée dans les villes françaises

Des activistes se sont mobilisé-es partout en France pour mener **des actions d'affichage sauvage dénonçant les financements toxiques de BNP Paribas**, premier soutien européen du développement des énergies fossiles. Ces collages ont été réalisés essentiellement aux abords des universités et écoles, la communauté étudiante étant un public privilégié de BNP.



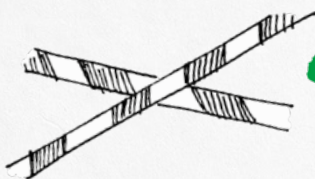
Mozambique LNG : le danger à l'approche

Trois ans après l'attaque de Palma, et alors que la situation sécuritaire au Mozambique est toujours dramatique, Total a annoncé vouloir relancé son projet gazier. Nous avons donc **organisé la venue des Amis de la Terre Mozambique pour dénoncer les défaillances de Total** face aux violations des droits humains liées à son projet, et avons **coordonné une lettre ouverte** pour enjoindre les financeurs du projet à s'en retirer.

NOVEMBRE

Pour lutter, il faut d'abord s'informer

Afin de documenter les violations des droits humains et les dommages environnementaux liés au méga-projet pétrolier Tilenga et EACOP, opéré par Total en Ouganda et en Tanzanie, nous avons développé, en partenariat avec le collectif Mémoire Vive, une carte-enquête interactive réalisée à partir d'images satellites et d'enquêtes inédites. **Rendez-vous sur eacopmap.org !**



Ministère de la Trahison écologique

Avec sept autres associations, nous avons symboliquement **fermé le Ministère de la Transition écologique** et l'avons baptisé pour l'occasion « **Ministère de la Trahison écologique** », afin de dénoncer son inaction en matière climatique et pointer du doigt la politique énergétique portée par le gouvernement.

Vendredi noir pour la planète

À l'occasion du Black Friday, nous avons lancé, avec sept autres associations, **une grande campagne pour exiger de Bruno Le Maire qu'il impulse une loi encadrant l'industrie de la mode**, afin de limiter ses impacts sur l'environnement et les droits humains. Plateforme d'interpellation, actions d'affichage sauvage, performance artistique devant le centre commercial des Halles à Paris... **Ce dispositif complet a permis de mettre la lumière sur les ravages de la surproduction dans le secteur textile.**



Et tout au long de l'année...

Sainte-Soline et menace de dissolution des Soulèvements de la Terre, mort de Nahel à Nanterre, votes de la réforme des retraites et de la loi immigration, répression policière toujours plus féroce... L'année 2023 a été marquée par des reculs majeurs pour la justice sociale et les droits les plus fondamentaux. Notre fédération s'est mobilisée dans la rue, vent debout contre toutes les injustices, pour crier haut et fort que le monde que nous voulons tant ne pourra advenir que dans le respect de la dignité de chacun et chacune.

DÉCEMBRE

Engrais : des énergies fossiles dans nos assiettes

Au cœur de la COP28, nous avons publié un rapport sur les liens étroits entre l'industrie des énergies fossiles et celle des engrais. Se libérer des engrais, c'est préserver le climat et la biodiversité, mais aussi reprendre le contrôle sur notre alimentation.



En direct de nos campagnes

Nos publications en 2023



JANVIER

Surproduction

Textile : Pour en découdre avec la surproduction



SEPTEMBRE

Sobriété

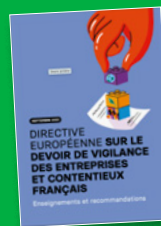
Avec l'espace écologique, concrétisons les utopies



FÉVRIER

Agriculture

La terre aux paysan-nés : l'agro-industrie hors-champ !



Multinationales

Directive européenne sur le devoir de vigilance et contentieux français : enseignements et recommandations



Finance

Le procès d'un financeur du chaos climatique



DÉCEMBRE

Agriculture

Énergies fossiles dans nos assiettes : la face cachée des engrais



Climat-Énergie

Du gaz russe au gaz de schiste américain : un an après l'agression russe en Ukraine, vers de nouvelles dépendances



JUIN

Multinationales

Total au tribunal : les communautés ougandaises attaquent le géant pétrolier français



Surproduction

Quand la mode surchauffe : Shein, ou la course destructrice vers toujours plus de vêtements



Agriculture

Alerte sur l'accapement des terres agricoles

À l'occasion du salon de l'agriculture 2023, les Amis de la Terre ont lancé leur rapport « La terre aux paysan·nes, l'agro-industrie hors champs ! » qui décrypte le problème d'accapement des terres agricoles en France et explore les solutions à apporter. Ce rapport, assorti d'une vidéo pédagogique et d'une pétition, a permis de visibiliser la problématique de l'accapement des terres en France qui détruit l'emploi paysan et freine la transition agroécologique. Nous avons dix ans pour agir afin de faire du départ massif à la retraite des agriculteur·ices une opportunité pour la transition du secteur. Les terres ainsi libérées doivent être rendues accessibles aux porteur·ses de projets agroécologiques. Si ces terres viennent agrandir des exploitations existantes, l'agriculture française s'embourbera encore davantage dans un modèle hyper-productiviste et destructeur tant pour l'emploi que pour la biodiversité.

Mobilisé·es pour une mesure d'urgence : plafonner la taille des exploitations

Cette séquence a permis de mobiliser les organisations environnementales et paysannes autour d'une demande d'urgence : il faut plafonner la

surface agricole contrôlable par une même personne. C'était l'objet de notre tribune parue dans *Le Monde*, afin d'interpeller le gouvernement pour qu'il en fasse une priorité dans la Loi d'Orientation Agricole (LOA), loi censée orienter l'agriculture française pour les 10 prochaines années.

Nous avons aussi porté un plaidoyer en ce sens sur le Projet de Loi de Finances (PLF) aux côtés de Terre de Liens, de la Confédération paysanne et d'Agter.

Nos groupes locaux se sont également fortement mobilisés sur ce sujet. Ils ont organisé des conférences, des ciné-débats et un plaidoyer auprès de leurs élus locaux avec l'aide d'un kit de mobilisation. Les Amis de la Terre Landes et les Amis de la Terre Drôme ont été particulièrement actifs, merci à elles et eux !

Engrais : notre agriculture accro au gaz

Avec le Réseau Action Climat (RAC), nous avons fait pression afin que le plan climat de la France (« Stratégie nationale bas carbone ») intègre un objectif chiffré ambitieux de réduction de notre consommation d'engrais. Rappelons que les engrais sont, avec l'élevage, les deux principaux leviers de réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole.

En fin d'année, notre rapport « Énergies fossiles dans nos assiettes : la face cachée des engrais » a dévoilé le coût énergétique faramineux de l'industrie fossile des engrais. En Europe, la fabrication, le transport et l'épandage des engrais azotés de synthèse représentent plus de 5 % de la consommation énergétique totale. La raison ? Le gaz est la matière fossile de base qui sert à leur fabrication. Ce rapport pointe l'insoutenable de cette industrie et du modèle agricole qu'elle promeut, puisqu'elle nous rend totalement dépendant-es d'une énergie dont la disponibilité fluctue tant en raison de la finitude des ressources fossiles que de notre dépendance envers les pays exportateurs (notamment la Russie). Les engrais « verts » ou « décarbonés », censés nous en sortir, apparaissent comme la tentative désespérée d'une industrie dans l'impasse, mais qui profite du filon tant qu'elle le peut : à l'aune de l'agression russe en Ukraine, les principaux producteurs d'engrais ont en moyenne plus que triplé leur bénéfice moyen.

Impact climatique, impact énergétique, mais aussi pollution des eaux : Nous avons été invité-es par le cinéma parisien le Nouvel Odéon à débattre avec les spectateur-ices après la projection du film *Les Algues Vertes* de Pierre Jolivet.

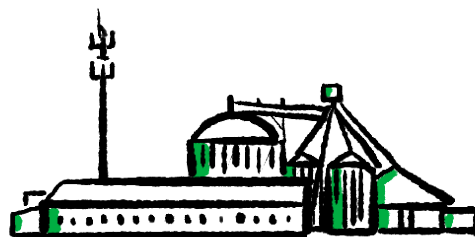
2023 a également marqué le lancement de la coalition internationale sur l'agrochimie, que nous avons rejoint et pour laquelle nous avons aidé à l'organisation de rencontres inter-organisations.



Dans la prochaine
décennie, environ

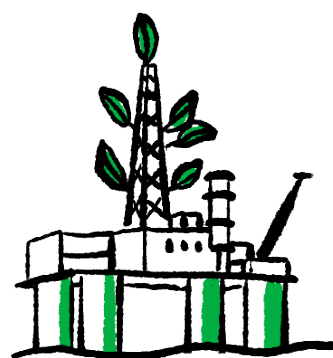
la moitié

des terres agricoles
va changer de mains



30 %

de la consommation mondiale
d'énergie alimente
notre système
agroalimentaire



98 %

des engrais utilisés
sont issus d'énergies
fossiles



Surproduction

Démoder la fast-fashion

Quantifier et dénoncer la mode rapide

En janvier 2023, nous avons publié [un dossier de presse dénonçant la surproduction dans le secteur de la mode en France](#). Les chiffres, s'ils ne sont pas surprenants, effrayent toujours : la mode produit bien trop et ne cessent d'accélérer ses rythmes de production, au détriment de l'environnement et du droit des travailleuses qui produisent nos vêtements à l'autre bout du monde. Si des solutions de seconde main ou de recyclage existent, elles se développent moins vite que les rythmes de production de vêtements. Mais surtout, ces solutions servent souvent de cautions environnementales aux enseignes de *fast-fashion* (nombreuses sont les marques de *fast-fashion* qui proposent désormais le recyclage des textiles ou la vente de vêtements de seconde main), sans pour autant que celles-ci ne remettent en question les racines de leur système de production.

Le 24 avril 2023, 10 ans après le drame de l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh, nous maintenons notre constat : [encore aujourd'hui, la mode éphémère est délétère pour les droits humains](#). La cause ? Ce système de surproduction, piégé dans une accélération sans fin visant à produire toujours plus et toujours plus vite.

Face à cette mode qui surchauffe, nous avons décidé d'analyser les pratiques de celle qui caracole en tête du classement de la *fast-fashion* : l'entreprise Shein. Arrivée en France il y a seulement

cinq ans, la marque chinoise incarne ce qui se fait de pire dans la mode : des prix extrêmement bas, des promotions incessantes et un renouvellement permanent des modèles. Shein propose jusqu'à 10 800 nouveaux modèles de vêtements par jour, et met à disposition sur son site pas moins de 470 000 modèles. Largement repris par la presse francophone et internationale, [notre décryptage](#) a permis d'alerter les décideur-ses politiques sur la nécessité d'agir.

Exiger une action politique

Face à des tels impacts environnementaux et au déclin du secteur textile français, il était essentiel que la classe politique s'empare du sujet. À la suite de nos nombreuses interpellations et d'[une pétition anti-Shein](#) portée par les acteurs de l'industrie française de l'habillement, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, s'est emparé du sujet [en promettant de s'attaquer au problème de la *fast-fashion*](#).

Quelques mois plus tard, sans nouvelles de notre ministre de l'Économie - que nous savons peu enclin à réguler les multinationales - nous avons décidé de mobiliser la société civile en créant [la coalition Stop Fast-Fashion](#). Forte de huit associations portant des revendications environnementales et sociales, [la coalition s'est fortement mobilisée durant le Black Friday](#).

Cette séquence de mobilisation intense, visant à alerter sur les dangers de la *fast-fashion* et à interpeller Bruno Le Maire, a permis de remettre le sujet à l'agenda politique. Des actions de collage ont eu lieu dans toute la France, dénonçant les méfaits des pires enseignes de mode. Ont également eu lieu des centaines d'interpellations de Bruno Le Maire par courriel ou sur les réseaux sociaux, lui demandant de transformer ses paroles en actes. Cette semaine de mobilisation s'est clôturée par une manifestation artistique devant le centre commercial des Halles à Paris, lieu symbolique de la surconsommation.

En parallèle, nous avons également mené un travail de plaidoyer auprès des parlementaires afin qu'une initiative transpartisane – rassemblant plusieurs groupes politiques – soit mise en œuvre. Les impacts de ce système délétère sont trop importants pour faire l'économie d'une discussion politique collective sur le sujet. Après de longues concertations, 10 député-es de 5 groupes politiques différents se sont accordé-es sur l'urgence de mettre fin au raz-de-marée de la *fast-fashion*.

Ce travail a permis une réelle prise de conscience publique et politique sur la nécessité d'agir rapidement pour encadrer les ravages de la *fast-fashion*.

Un premier pas vers des produits durables au niveau européen

Enfin, nous avons œuvré, en coordination avec la société civile présente à Bruxelles, à faire en sorte que des normes environnementales soient imposées au niveau européen. En juillet 2023, le Parlement Européen s'est mis d'accord pour faire de ces standards une réalité avec le vote du règlement éco-conception. En décembre, c'est le Conseil européen qui s'est également mis d'accord sur ces propositions. Ce texte précurseur fixe des standards environnementaux pour les produits fabriqués mais également importés sur le sol européen, et interdit la destruction d'inventaires pour les entreprises textiles. Ombre majeure au tableau, la responsabilité des places de marché en ligne (de type Amazon ou Temu)

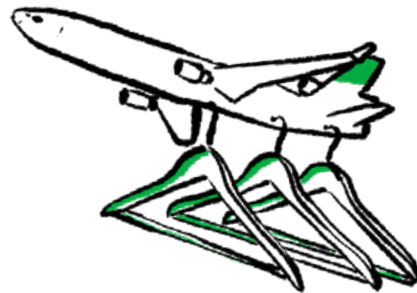
se limite à un rôle informationnel. Nous serons présent-es lors des discussions en trilogue pour rectifier le tir et obtenir un encadrement strict de la vente en ligne.



3,3 milliards

de vêtements sont vendus
chaque année en France,
soit près de

50 par habitant-e



1/3

du fret aérien est
le fait de la *fast-fashion*



Chaque jour, la marque Shein
met en ligne plus de

7 200

nouveaux modèles
de vêtements



Impunité des multinationales & lobbies

Projets mortifères de Total en Afrique : les Amis de la Terre plus que jamais mobilisés

En 2023, notre campagne contre l'impunité des multinationales est restée fortement engagée contre les projets Tilenga et EACOP développés par Total en Ouganda et en Tanzanie. À nouveau, l'année a été marquée par des développements importants sur le front judiciaire, par une mobilisation citoyenne continue contre ces projets, et par une médiatisation importante de nos luttes.

Le 28 février 2023, après près de quatre ans de bataille judiciaire, le juge des référés du Tribunal judiciaire de Paris a rendu une décision décevante déclarant le recours des associations, dont les Amis de la Terre France, irrecevable pour des motifs de procédure contestables.

En juin 2023, nous avons contre-attaqué aux côtés de 26 personnes affectées par ce méga-projet pétrolier, du défenseur des droits humains Maxwell Atuhura et de quatre associations ougandaises et françaises (AFIEGO, NAPE/Amis de la Terre Ouganda, Survie et TASHA Research Institute). Nous avons assigné de nouveau la major en justice pour demander réparation pour les violations des droits humains commises dans le cadre de son double-projet Tilenga et EACOP. À cette occasion, trois représentant-es

ougandais-es étaient présent-es à Paris pour la conférence de presse, lors de laquelle nous avons diffusé une vidéo de témoignages des personnes affectées. Cette affaire s'annonce semée d'obstacles, notamment car les pressions contre les personnes affectées en Ouganda sont croissantes.

Pour documenter les violations des droits humains et les dommages environnementaux liés à Tilenga et EACOP, nous avons développé, en partenariat avec le collectif Mémoire Vive, une carte-enquête interactive, réalisée à partir d'images satellites et d'enquêtes inédites racontées par Guillaume Meurice. Parce que pour lutter il faut d'abord s'informer, cette carte-enquête est un précieux outil de veille citoyenne pour sensibiliser aux ravages des projets opérés par Total.

Directive européenne sur le devoir de vigilance : un texte en danger

L'année 2023 a été marquée par notre engagement toujours plus important pour défendre un devoir de vigilance aussi large que possible au niveau européen. Après le vote par le Conseil de l'Union européenne d'une position de négociation affaiblie par les lobbies et la France, nous avons bataillé pour que le texte ne soit ni enterré, ni vidé de sa substance.

Au premier semestre, nous nous sommes mobilisé·es avec nos alliés français (Forum citoyen pour la RSE) et européens (European Coalition for Corporate Justice) pour que les eurodéputé·es renforcent les dispositions de la directive, notamment en matière d'accès à la justice et pour assurer une couverture complète des dommages environnementaux et violations des droits humains. Nous avons mené de nombreuses actions de plaidoyer et de mobilisation en ligne pour aboutir, en juin 2023, au vote par le Parlement européen d'une version encore très imparfaite du texte mais améliorée par rapport à celle du Conseil.

Le second semestre 2023 a ensuite été marqué par la procédure de trilogie, durant laquelle les institutions européennes (Commission, Parlement et Conseil) doivent s'accorder sur une version finale de la directive. Nous avons coordonné la publication d'une note de plaidoyer tirant les premières leçons des actions en justice en France et portant nos recommandations sur la directive.

Durant les trilogues, la France, par l'intermédiaire de son Ministre de l'économie notamment, s'est encore activée pour affaiblir la proposition de directive (exclusion du secteur financier, allègement des obligations climatiques des entreprises, etc). Dans un contexte politique dégradé, nous avons donc dû batailler pour maintenir nos rendez-vous de plaidoyer dans différents ministères (économie, justice, affaires européennes, transition écologique...) et à l'Élysée.

Nous avons aussi défendu nos positions lors d'une audition par la Commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale sur le sujet, et dans d'autres espaces institutionnels.

Outre une importante médiatisation dans la presse nationale, nous avons érigé, avec nos partenaires, une statue gonflable de plus de 10 mètres de haut devant Bercy, représentant la justice poignardée dans le dos. L'objectif était de demander au gouvernement français de cesser de faire primer les profits économiques sur les droits humains et l'environnement, dans le

cadre des négociations sur la directive européenne sur le devoir de vigilance. Ces différents leviers d'action ont abouti à l'adoption d'un compromis politique par les différentes institutions européennes en décembre 2023.

Nous maintenons également nos efforts au niveau international : comme chaque année, nous avons participé aux négociations à Genève sur le projet de traité sur les multinationales et les droits humains, bien que le processus soit très tendu du fait du manque de proactivité de la présidence équatorienne, et du blocage de l'UE qui n'a toujours pas de mandat de négociations.

Publicités trompeuses : une première victoire contre Total

En 2023, notre campagne contre l'impunité des multinationales est aussi restée engagée contre les publicités mensongères de Total en matière climatique. En dépit des efforts de Total, le Tribunal judiciaire de Paris a jugé recevable notre recours mené avec Greenpeace France et Notre Affaire à Tous pour pratiques commerciales trompeuses. Les débats contradictoires sur le fond ont ainsi pu commencer devant la juridiction.

Cette année, nous avons aussi assuré le suivi de notre action en justice contre Perenco en raison des pollutions liées aux activités pétrolières du groupe en République Démocratique du Congo (RDC). Notre travail a notamment consisté à contrer les incidents de procédure soulevés par l'entreprise visant à un mettre un terme à l'action avant tout examen au fond.



Banques : Stop aux nouveaux projets d'énergies fossiles

Lancer une bataille juridique et publique contre BNP Paribas

En octobre 2022, les Amis de la Terre France, Oxfam France et Notre Affaire à Tous mettaient BNP Paribas en demeure de respecter son devoir de vigilance climatique. En ligne de mire : ses soutiens financiers massifs à l'expansion des énergies fossiles. Le 23 février, au regard de la réponse insuffisante de BNP Paribas à cette première mise en demeure, nous avons lancé un procès historique contre la plus grande banque européenne : le premier contentieux climatique au monde visant une banque commerciale.

Suite à cette assignation, la bataille juridique en 2023 a surtout été procédurale : BNP a tenté de se soustraire à son devoir de vigilance en matière climatique et a contesté la recevabilité de l'action en justice portée par les associations. Face au pouvoir de cette multinationale et à ses manœuvres dilatoires, les Amis de la Terre sont restés mobilisé-es pour faire avancer ce recours devant les tribunaux, et ont également déployé une campagne publique avec les organisations de L'Affaire BNP et leurs allié-es.

Nous avons mené un travail de sensibilisation pour visibiliser l'affaire via les médias – avec un dossier de presse et plus de 500 couvertures presse dans une quinzaine de langues –, via une pétition et un site internet dédié en français et en anglais, via les réseaux sociaux, mais aussi via des outils de mobilisation – brochures, affiches, stickers. Les Amis de la Terre, leurs groupes locaux et Alternatiba Paris ont par ailleurs investi les rues de plusieurs villes françaises à

travers des actions de collage pour afficher au grand jour la responsabilité de BNP Paribas dans la crise climatique.

Nous avons construit des alliances avec des acteurs importants aux yeux de BNP Paribas, notamment les communautés scientifiques et étudiantes. Au lendemain de notre assignation en justice, 600 scientifiques – dont 10 membres du GIEC – ont publié une lettre ouverte au conseil d'administration de la banque, l'appelant à cesser de soutenir de nouveaux projets fossiles. Ils et elles ont renouvelé cette interpellation lors de l'assemblée générale de BNP Paribas, en posant « les questions qui fâchent » au groupe et s'invitant même à l'événement. À l'automne, ce sont 1 240 étudiant-es qui ont pris le relais de ces appels, affirmant dans une autre tribune qu'ils et elles ne travailleront pas pour BNP Paribas tant que la banque financera le développement des énergies fossiles et donc l'aggravation des dérèglements climatiques.

Finalement, nous avons continué à documenter les activités nocives de BNP Paribas et à publier des analyses des engagements et pratiques de la banque en matière climatique. Cela a notamment été le cas en amont de l'assemblée générale de BNP, lors de la publication du rapport annuel et international *"Banking On Climate Chaos"* sur la finance fossile, ainsi que lors de l'annonce d'une nouvelle politique pétrole et gaz par BNP Paribas.

Depuis notre assignation en justice et sous pression de la société civile, la banque s'est en effet engagée à arrêter de financer directement les

projets de développement de nouveaux champs pétroliers ou gaziers, mais cette nouvelle politique permet encore à la banque de soutenir les entreprises qui les portent. Nous gardons donc le cap en 2024 pour obtenir des engagements plus ambitieux de la part de BNP.

Faire reculer les banques françaises sur des projets gaziers controversés

Depuis des années, les Amis de la Terre luttent aux côtés des communautés impactées et de partenaires internationaux contre les projets délétères soutenus par les grandes banques françaises, et notamment les projets d'exploitation et/ou d'exportation de gaz fossile sous la forme liquide (nouveaux terminaux de gaz naturel liquéfié), situés notamment en Amérique du Nord et en Afrique.

Après cinq ans de campagne contre Rio Grande LNG, Société Générale a finalement annoncé son retrait du projet texan en mars 2023 ! Elle a fait de même pour Driftwood LNG, en réponse à une question des Amis de la Terre France à son assemblée générale. Suite à ces victoires, Société Générale s'est engagée en septembre à ne plus financer de projet de production ou d'infrastructure lié à de nouveaux champs pétroliers ou gaziers – devançant sur ce point ses concurrentes. Cependant, l'enjeu reste de taille face aux financements continus des banques françaises aux entreprises actives dans l'expansion gazière. Rio Grande LNG en est un exemple criant : alors qu'aucune banque française n'a finalement participé à son financement, toutes ont pour client Total, qui a fait son entrée dans le projet en juin 2023.

En 2023, la major française a par ailleurs multiplié les déclarations en faveur d'une relance de son projet Mozambique LNG, suspendu depuis 2021, du fait d'un conflit armé et d'attaques d'insurgés dans le Nord du pays. Nous nous sommes dès lors mobilisé-es pour exiger de Crédit Agricole et Société Générale, financeurs de Mozambique LNG, de s'opposer à cette relance insensée et de se retirer du projet. Au sein d'une coalition internationale menée par les Amis de la Terre Mozambique, nous avons documenté

et communiqué sur la lourde responsabilité de Total, sa défaillance à prendre en compte le contexte humanitaire dramatique et les risques du projet, et les violations des droits humains qui en ont découlé. En octobre 2023, nous avons accueilli une délégation venue du Mozambique et organisé des rendez-vous avec des décideurs politiques, banques et journalistes. Enfin, nous avons publié une lettre ouverte aux 28 institutions financières derrière Mozambique LNG, signée par 124 ONG.

600

scientifiques et

1240

étudiant-es interpellent BNP Paribas sur ses soutiens à l'expansion des énergies fossiles

11,9 milliards

de dollars accordés par les banques françaises aux 9 premières entreprises pétrolières et gazières américaines et européennes (dont Total) en 2022



1 nouvelle édition

du guide
« Choisis ta banque »

Gaz fossile et transition juste

Fin des financements publics aux énergies fossiles

Fin 2022, après des années de campagne, la France a enfin acté la fin de la quasi-totalité de ses soutiens publics à l'international aux projets d'énergies fossiles. Mais parce que ce type de financements doit cesser partout, il est nécessaire d'obtenir un accord international. C'est pourquoi nous avons poursuivi le plaidoyer auprès du gouvernement, pour que la France porte une proposition de texte au niveau de l'OCDE.

Ce fut le cas en novembre, avec une proposition de texte déposée par l'Union européenne et plusieurs États membres. Il faudra maintenant au moins deux ans de négociations avant l'adoption du texte : des discussions que nous suivrons de près avec nos partenaires internationaux.

Analyse des dépendances au gaz fossile

Suite à l'invasion russe de l'Ukraine, le marché du gaz a été bouleversé, et l'Europe, sous la pression des lobbies, s'est tournée massivement vers le gaz naturel liquéfié (GNL).

Alors que le GNL était présenté comme un facteur d'indépendance énergétique permettant de se passer de gaz russe, nous avons analysé l'évolution des importations et fait la lumière sur des phénomènes inquiétants : le passage à une dépendance au gaz de schiste américain, mais aussi l'augmentation des importations de GNL... russe !

Enquête sur les soutiens de la France au gaz fossile

En 2023, nous avons entamé un long travail d'enquête sur la dépendance de la France au gaz

fossile, les différents types de soutiens publics à son développement, les projets d'augmentation des importations et les risques techniques de s'enfermer dans cette dépendance. Analyse des politiques énergétiques passées, des données de consommation, des flux d'importation et d'exportation, des plans de développement de GRT Gaz, des scénarios de transition énergétique de différents acteurs... Les résultats de ces recherches ont été publiés début 2024.

Suite à la victoire de la campagne contre les financements publics aux projets d'énergies fossiles à l'international, une nouvelle stratégie de campagne est en cours d'élaboration pour les prochaines années. Le travail de recherches et d'analyses mené durant l'année 2023 est très précieux pour alimenter cette réflexion.

Entre 2021 et 2022, l'Europe a augmenté de

171 %

ses importations de gaz naturel liquéfié (GNL) depuis les États-Unis

Entre le début de la guerre en Ukraine et début 2023, la France a versé à la Russie

3,7 milliards

d'euros pour importer du gaz naturel liquéfié

La France est la

1^{ère}

importatrice de GNL en Europe



Mobilisation

L'année 2023 a vu le mouvement climat évoluer dans ses actions, dans un contexte de plus en plus répressif vis-à-vis des mouvements sociaux et écologistes. Qu'il s'agisse de la mobilisation contre la réforme des retraites, de Sainte-Soline, ou des révoltes suite à la mort du jeune Nahel, nous avons pu observer une « extrême-droitisation » de plus en plus inquiétante. Ainsi, trois phénomènes semblent se confirmer :

- une répression accrue de la part du gouvernement tant sur le front judiciaire (arrestations et peines supérieures pour les militant·es écologistes) que policier (Sainte-Soline, A69) ;
- des multinationales qui s'adaptent et ripostent face à nos mode d'action et de mobilisation (plainte de Total contre Greenpeace France) ;
- une attention médiatique moindre aux opérations de désobéissance civile et actions non-violentes.

Des avancées existent néanmoins, avec des victoires notamment sur le sujet de la précarité énergétique, mais aussi avec de nouvelles alliances sur le front éco-social.

Sur le front des campagnes

TOTAL

En mai 2023, nous avons perturbé pour la deuxième fois l'AG de Total, avec Greenpeace et Alternatiba Paris. Récemment, Total a transformé ses éléments de langage : la multinationale française assume non seulement d'être un acteur central dans le marché mondial du pétrole et du gaz, mais pire, elle brandit le prétexte de la demande croissante en hydrocarbures, soulignant ainsi la dépendance des consommateur·ices à Total. Le renforcement des dispositifs policiers et privés lors de l'AG de Total a fait de cette AG une forteresse entourée de barrières et de forces de l'ordre, signe que le *business as usual* ne peut plus perdurer dans des conditions normales.

FAST-FASHION

Fin 2023, nous avons travaillé à implanter le sujet de la *fast-fashion* dans le débat public avec une toute autre approche. Grâce à la mobilisation en ligne ou dans la rue, nous avons fait avancer cette question en mettant sous les projecteurs les modèles mortifères et agressifs de marques comme Shein, Zara, H&M et Primark. Une action artistique a également été organisée avec le collectif le Bruit qui Court, devant le centre commercial des Halles, à Paris. Enfin, nous avons

travaillé avec des influenceur-ses, le but étant de toucher un public plus large et plus jeune, soucieux d'adopter une consommation plus éthique.

Sur le front éco-social

CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

La construction du mouvement éco-social a fait un bond en 2023, en commençant par la mobilisation contre la réforme des retraites. Dans la rue, nous avons mis en place à Paris un cortège de l'Alliance écologique et sociale (AES) qui a marqué les esprits. Ainsi, nous avons rappelé en musique que travailler plus équivaut à produire plus, dans un monde qui produit déjà trop.

FACE À LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Avec la coalition « Zéro passoire » créée en 2022 et rassemblant la Fondation Abbé Pierre, Greenpeace, Alliance Citoyenne, Nos vies nos voix, le DAL, le CLER, Alternatiba, Alternatiba Paris et Rhône Alpes, nous avons poursuivi nos efforts pour mettre fin à la précarité énergétique. Grâce au rapport de la fondation Abbé Pierre et aux actions d'Alternatiba Paris, nous avons fait émerger la notion de « bouilloire thermique » dans le débat public. Malgré le silence médiatique, la précarité énergétique est un des rares postes de dépenses ayant augmenté dans le domaine de la transition, avec 900 millions d'euros octroyés en novembre 2023 au budget annuel de la rénovation.

POUR UN FRET PUBLIC

En octobre 2023, grâce à l'Alliance écologique et sociale (AES), nous avons participé à la création d'une coalition avec Sud Rail autour de la défense du fret public. En effet, Fret SNCF, menacé de privatisation, verrait la plupart de ses capacités rachetées ou mises en concurrence face à un autre secteur de plus en plus développé à échelle européenne : le fret routier.

Ainsi, nous avons non seulement tissé des liens avec les premiers concernés par la transition que sont les cheminots et cheminotes, mais nous

avons également fait le lien avec les luttes contre les projets autoroutiers.

FAIRE FACE À LA RÉPRESSION

Face à la violente répression observée à Sainte-Soline ou lors des manifestations contre le projet d'autoroute A69, nous avons été présent-es pour prêter main forte et organiser le soutien aux victimes, à travers des tribunes mais aussi la participation à des rassemblements.

La répression étant croissante, nous allons nécessairement devoir repenser nos mobilisations visant nos cibles traditionnelles, car un changement d'approche s'impose.

Notre enquête a révélé une réalité bien loin des discours sur la transition comme menace de l'emploi : les travailleur-ses du pétrole et gaz ont conscience du défi qui pèse sur leur secteur, de la nécessité de la transition et ont une vision et des demandes claires pour la réaliser.



Animation du réseau

Le tour de France des groupes locaux

En 2023, plusieurs occasions se sont présentées pour que la chargée d'animation du réseau aille rendre visite aux groupes locaux des Amis de la Terre.

Le 24 avril a eu lieu l'Assemblée générale extraordinaire des Amis de la Terre Haute-Savoie à Annecy, qui a marqué la remise en activité de l'association. Le 30 mai se déroulait également l'Assemblée générale extraordinaire des Amis de la Terre Côte-d'Or à Dijon. Le 31 mai, une réunion d'information a été organisée à Saint-Étienne avec pour objectif de lancer un nouveau groupe local dans la Loire. Les 10 et 11 juin, les Amis de la Terre Nord ont accueilli l'Assemblée Fédérale à Lille. Enfin, les 4 et 5 novembre, ce sont les Amis de la Terre Bouches du Rhône/Provence qui ont accueilli la Coordination nationale des groupes locaux (CNGL).

L'Assemblée Fédérale à Lille

Le 10 et 11 juin a eu lieu l'Assemblée Fédérale annuelle des Amis de la Terre France. Nous avons eu la chance d'être accueilli-es à Lille par

le groupe des Amis de la Terre Nord. 53 personnes étaient présentes, 15 groupes locaux et 4 groupes affiliés représentés. Conscient-es que les ravages du patriarcat n'épargnent malheureusement aucun milieu, même militant, et dans la continuité de la politique adoptée en Assemblée Fédérale 2022, cette Assemblée Fédérale a été l'occasion pour les participant-es d'assister à une formation sur les violences sexistes et sexuelles.

Festival Les Résistantes : rencontres des luttes locales et globales

Les 3, 4, 5 et 6 août 2023, les Amis de la Terre ont participé à ces rencontres sur le plateau du Larzac, pour rassembler les acteurs et actrices des luttes pour le vivant et contre les projets destructeurs. Conférences, débats, ateliers... Le festival Les Résistantes fut l'occasion d'inviter de nouvelles personnes à rejoindre nos luttes, préparer des perspectives de mobilisation collective, se former, célébrer nos victoires et structurer et renforcer les entraides sur tout le territoire.

Plusieurs salarié-es, mais aussi des bénévoles des groupes locaux des Amis de la Terre (les Amis de la Terre Vigan, les Amis de la Terre Côte-d'Or, les

Amis de la Terre Limousin et les Amis de la Terre Paris) se sont mobilisé-es pour tenir et animer un stand dans le village des associations.

La Coordination nationale des groupes locaux

Les 4 et 5 novembre, le groupe des Amis de la Terre Bouches du Rhône/Provence a accueilli à Marseille la Coordination nationale des groupes locaux. 33 personnes étaient présentes, et 13 groupes locaux représentés : Bouches du Rhône/Provence, Dijon, Drôme, Essonne, Landes, Limousin, Midi-Pyrénées, Nord, Rouen, Paris, Savoie, Val de Bièvre et Vigan.

La construction du plan triennal 2025-2027

Début novembre a commencé le processus de consultation du réseau, en vue de la construction du prochain plan triennal des Amis de la Terre France. Plusieurs réunions thématiques ont permis d'initier la discussion avec les groupes locaux sur le bilan du triennal précédent, les perspectives politiques et les campagnes dans les années à venir.

Cap sur 2024

En 2024, grâce à votre engagement à nos côtés, nous redoublerons d'efforts pour obtenir des victoires.

En gardant les sociétés soutenables comme boussole politique, nous nous attacherons à lancer l'alerte pour dénoncer les menaces sur l'environnement et la justice sociale, mais nous aurons aussi soin de valoriser les alternatives enthousiasmantes et porteuses d'espoir. Pour offrir aux générations futures un monde souhaitable et respectueux du vivant, nos combats s'articuleront cette année autour des grandes thématiques suivantes :

→ Multinationales

Tout au long de cette année, nous continuerons notre mobilisation en soutien aux communautés affectées par le méga-projet pétrolier de Total en Ouganda et en Tanzanie, via notre action en justice notamment. Nous renforcerons aussi les liens avec nos partenaires en RDC autour de notre recours contre la pétrolière française Perenco, et nous continuerons de nous impliquer dans les négociations à l'ONU pour obtenir un traité contraignant et ambitieux pour réguler les multinationales.

→ Surproduction

Maintenant que les impacts environnementaux et humains de l'industrie de la mode ne sont plus à prouver, nous travaillerons d'arrache-pied pour faire adopter une législation véritablement contraignante pour les marques s'inscrivant dans un modèle de fast-fashion. Cela ira de pair avec une valorisation des alternatives, pour une mode éthique et responsable.

→ Agriculture

Pour que la transition agroécologique devienne une réalité, nous intensifierons la lutte contre les engrais, les OGM et les pesticides, mais aussi contre l'accaparement des terres agricoles par des multinationales et investisseurs. Et parce que la préservation des écosystèmes et le développement de l'emploi paysan sont une seule et même bataille, ce travail se fera main dans la main avec les agriculteur·ices.

→ Finance privée

Cette année encore, nous ferons pression sur BNP Paribas à travers notre action en justice contre la banque la plus polluante de France, mais aussi sur l'ensemble du secteur financier pour qu'enfin, les banques françaises entendent les alertes des scientifiques du climat et cessent leurs soutiens toxiques à l'industrie des énergies fossiles.

→ Gaz

Notre campagne fera toute la lumière sur les ravages climatiques et sanitaires liés à la stratégie française d'expansion du gaz. Rappelons-le, contrairement à ce que martèle le gouvernement, le gaz n'est pas une énergie de la transition et est une énergie fossile, au même titre que le pétrole et le charbon !

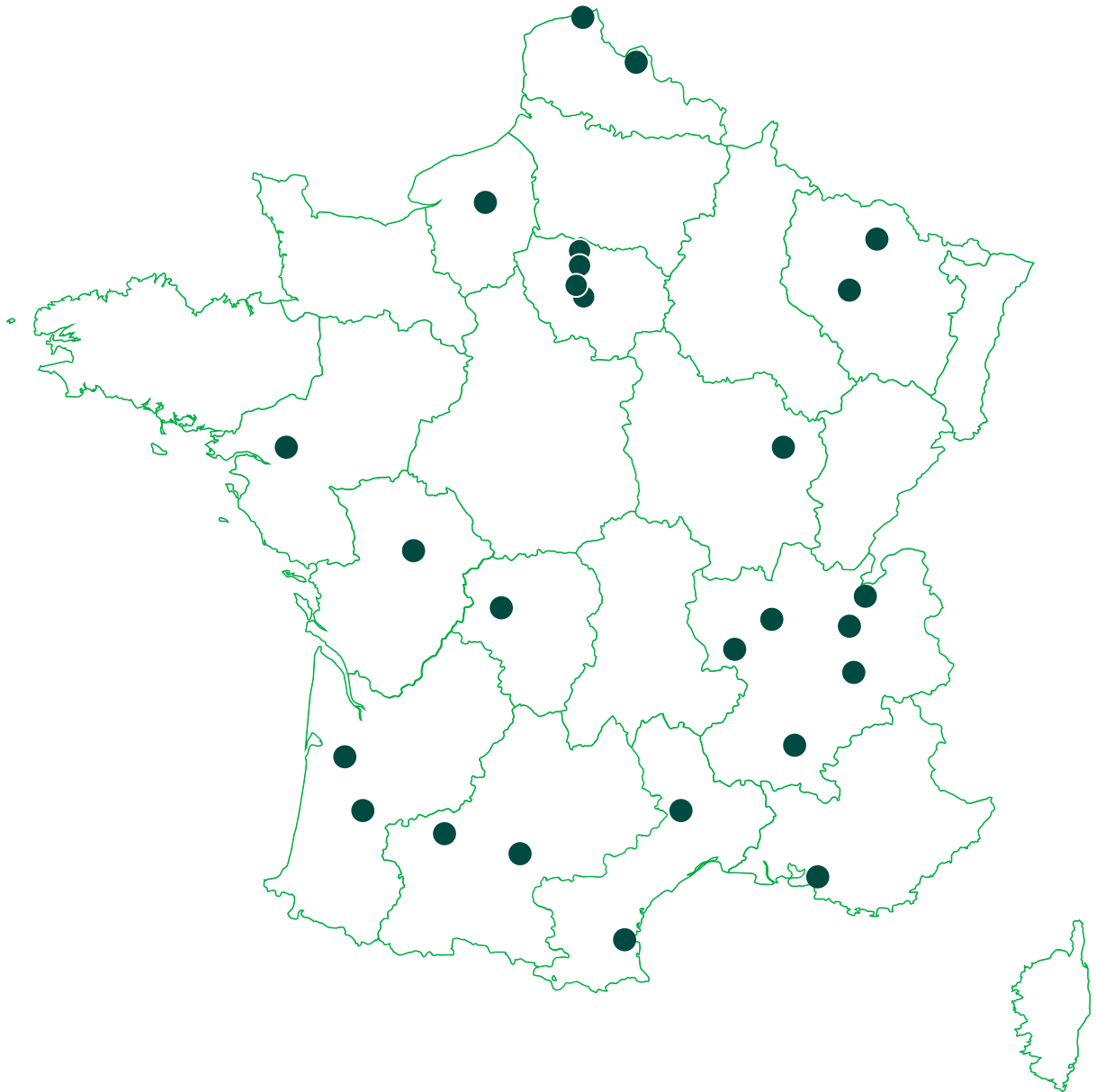
Mais aussi...

En 2024, partout en France, les Amis de la Terre maintiendront leurs luttes contre le nucléaire et l'omniprésence de la publicité dans nos villes, mais aussi contre les grands projets inutiles et imposés (autoroutes, extension d'aéroports...) et plus globalement l'artificialisation des terres.

Sur tout le territoire



Le réseau des Amis de la Terre



BOUCHES-DU-RHÔNE/
PROVENCE
CÔTE D'OR
DRÔME
DUNKERQUE
ESSONNE
GERS
HAUTE-SAVOIE
ISÈRE
LANDES

LIMOUSIN
LOIRE
LOIRE-ATLANTIQUE
MEURTHE-ET-MOSELLE
MOSELLE
MIDI-PYRÉNÉES
NORD
PARIS
PAYS VIGANAIS
PERPIGNAN

POITOU
ROUEN
RHÔNE
SAVOIE
VAL DE BIÈVRE
VAL D'OISE
VAL DE L'EYRE
VAL D'YSIEUX

Les actions des groupes locaux



**Les Amis
de la Terre
Moselle**

→ 2 victoires (Forêt de Mercy, éclairage lumineux);
→ 3 retombées dans la presse locale

(une sur la forêt de Mercy, et deux sur Amazon);
→ 1 action non-violente.

OPÉRATION « SOBRIÉTÉ LUMINEUSE » DANS UN CENTRE COMMERCIAL À METZ

À l'intérieur des centres commerciaux, la nuit, les enseignes lumineuses, lumières et écrans restent allumés. Après une action #LightsOff constatant que presque tous les magasins donnant sur la rue avaient leurs lumières allumées au-delà de l'heure légale - l'éclairage intérieur des locaux professionnels doit être éteint au plus tard une heure après la fin de leur occupation, et peut être rallumé à partir de 7h du matin ou une heure avant le début de l'activité - et après avoir laissé des avis sur Google, nous avons constaté

que le compte n'y était toujours pas. Une de nos militantes s'est donc laissée enfermer à l'intérieur d'un centre commercial, pour observer les coulisses du non-respect de l'éclairage nocturne par les commerces des centres commerciaux. Après 30 minutes de repérage photographique, elle s'est faite interpellée par un agent de sécurité. Cette action a permis de sensibiliser 34 commerces supplémentaires, grâce à l'outil citoyen lightsoff.fr.





**Les Amis
de la Terre
Paris**

- 8 stands tenus avec Alternatiba Paris ;
- 6 réunions organisées ;
- 30 personnes rencontrés.

→ Urbanisme

Nous avons animé une coalition (rassemblant Greenpeace Paris, Pucés de Montreuil, FNE Paris, ainsi que des riverain-es) contre le projet de la Mairie de Paris à la Porte de Montreuil. Actuellement, le projet fait l'objet d'une révision suite à la prise en compte de nos remarques par EELV-Paris et la pression sur l'adoption du PLU (Plan Local d'Urbanisme) de Paris en juin. Cette révision va dans le bon sens, mais reste insuffisante. Nous avons donc déposé un recours contre une partie du projet.

→ Pollution de l'air

Avec le Collectif 3R et l'association néerlandaise Toxico Watch, nous avons épluché les données des mesures issues des capteurs de l'incinérateur d'Ivry Paris XIII, données récupérées de haute lutte en passant par la CADA. De son côté, l'ARS a publié les résultats, à regret, de sa contre-enquête avec des conclusions discutables.

les discours de la Mairie de Paris et la réalité du terrain. Nous avons créé deux nouvelles balades : une sur la densification dans le XIII^{ème} arrondissement, et l'autre autour de la Porte de Montreuil. Les balades durent environ 2 heures et à chaque endroit critique, nous présentons nos observations argumentées.

→ « Rues aux écoles » : avec le collectif La Rue est à Nous, nous avons participé à deux actions avec les parents et les enfants pour communiquer auprès de la Mairie sur le fait que les aménagements sont insuffisants.

→ Dans le cadre de l'AES (Alliance Écologique et Sociale), nous avons participé aux manifestations contre le report de la retraite à 64 ans.

→ Nous avons participé au blocage de l'AG de Total.

SUR LE TERRAIN

→ Nous avons organisé des « balades urbaines » pour montrer à la presse, aux adhérent-es et au public les différences entre



Le 24 avril, balade urbaine à la Porte de Montreuil pour expliquer les incohérences du projet dans le contexte actuel de réchauffement global et les impacts sociaux du projet (marché aux puces, gentrification).



Notre groupe local, qui compte une cinquantaine d'adhérent-es et une dizaine de membres actifs, s'organise autour d'activités mensuelles telles que les réunions du groupe, et participe à des coalitions inter-associatives (Coalition Climat, AES - Alliance écologique et sociale, Autoroute 133/A134, apéro climat/tenue du bar). Nous menons des actions réactives à l'actualité, mais aussi des actions liées aux campagnes de la fédération et aux luttes locales. En octobre, nous avons été éprouvé-es par l'incendie de notre BASE que nous avons co-fondée, mais le groupe a tenu bon. Nous avons désormais le projet de faire circuler notre exposition « Les ravages de la *fast-fashion* ».

Le groupe a désormais une visibilité locale et voit ses actions et activités régulièrement reprises par les médias, dans la presse comme à la TV. Nous avons également une activité soutenue sur les réseaux sociaux. Le 28 avril, nous avons participé à l'action nationale EACOP qui a eu des très belles retombées médiatiques.

Nous avons également été présent-es le week-end du festival « Des bâtons dans les routes » avec de grands moments militants de désobéissance civile. Nous avons organisé plusieurs cinés-débat sur les pesticides, avec l'intervention de la Confédération Paysanne et des AMAP. Ces projections ont récolté un gros succès, avec une cinquantaine de personnes présentes et une retransmission en direct sur Facebook. Nous avons également participé à l'action nationale de collages sur les liens entre BNP Paribas et les énergies fossiles. Avec l'Alliance écologique et sociale (AES), nous avons participé au clip sur le fret, organisé par Alternatiba Paris.

L'année 2023 a été riche en actions militantes, en actions de soutien au peuple palestinien et en mobilisations contre le report de l'âge de départ à la retraite. Nous étions également présent-es à Toulouse pour soutenir Thomas Brail et la lutte contre l'A69. Nous avons relayé ces

revendications sur Rouen, à travers l'organisation de rassemblements et la création d'une banderole avec Alternatiba Rouen. Enfin, nous avons travaillé à la création de notre matériel local : exposition sur la *fast-fashion*, tracts, flyers, dépliant de présentation de notre groupe.



**Les Amis
de la Terre
Drôme**

Depuis notre AG du 3 décembre 2022, nous avons déployé beaucoup d'énergie pour faire face à de multiples sujets anti-écologiques auxquels le territoire de la Drôme est confronté.

Nous avons organisé quatre conférences de presse, trois interviews radiophoniques, une conférence-débat autour de l'énergie, et un ciné-débat. Par ailleurs, nous avons rejoint les groupes de travail dédiés au photovoltaïque et au nucléaire.

NOUS AVONS PARTICIPÉ À

- 2 enquêtes publiques,
- de nombreuses mobilisations contre la réforme des retraites,
- 1 marche pour la paix,
- 3 mobilisations anti-nucléaire,
- 2 chantiers participatifs du permaLab,
- 1 visite du centre d'enfouissement SUEZ à Donzère,
- la CNGL aux îles du Frioul à Marseille,

- L'Assemblée Fédérale à Lille.

NOUS SOMMES MEMBRES DE

- la CLIGEET
- DROMOLIB
- STOP TRICASTIN
- Vivre, respirer, se déplacer en Tricastin

Enfin, nous avons travaillé avec de nombreux acteurs politiques et associatifs de notre territoire sur différents sujets :

- Le recours juridique « Bois de Janiol » contre l'installation d'un parc de panneaux photovoltaïques qui entraînerait le défrichement de plus de 9 hectares de bois,
- La lutte contre le projet d'un « échangeur autoroutier de SP3C ».
- Nous avons également rencontré la Préfète de la Drôme, Madame Élodie Degiovanni, pour lui remettre une pétition en main propre.



**Les Amis
de la Terre
Nord-Béarn**

Notre groupe a repris du service après le Covid. Nous avons œuvré exclusivement à la mise en place d'alternatives concrètes sur le territoire du Nord-Béarn : groupe de réflexion sur l'entraide locale, groupe de travail sur la résilience alimentaire locale, projet de création d'une recyclerie.

La réflexion sur l'entraide a permis de renforcer les liens entre les membres de l'association. Quant au groupe de travail sur la résilience alimentaire, il s'est traduit par l'organisation de rencontres avec différents acteurs du système alimentaire local : le vice-président de la communauté de communes en charge de l'agriculture,

et 5 chefs d'exploitation de fermes de différentes natures. Le projet de recyclerie, lui, a conduit à la création d'une nouvelle association « La Recyclerie du Soubestre ».

Lors de l'AG extraordinaire du 20 juin 2023, il a été acté la sortie de notre association du réseau des Amis de la Terre. L'association, qui souhaite conserver des échanges avec les Amis de la Terre France, s'appelle désormais « Entraide et Résilience en Nord Béarn (ERNB) ».



ANIMATIONS, CINÉMA, STANDS

En février 2023, nous avons organisé une conférence avec Gilles Daveau autour de la valorisation des légumineuses, suivie d'une dégustation culinaire. 80 personnes étaient présentes, ce fut un succès !

Nous avons également organisé une projection de *Terres Précieuses* en présence des réalisatrices. Ce documentaire s'intéresse aux producteurs du Plateau de Saclay et à leur combat face à l'urbanisation et à l'arrivée de la ligne 18.

Par ailleurs, nous avons animé des Fresques du Climat ou de l'Alimentation à Massy, dans un lycée d'Antony, à Festisol 2023, mais aussi à la journée Zéro Déchets dans le quartier La Fontaine d'Antony.

Enfin, nous avons co-animé un atelier « 2 Tonnes » en octobre, et participé au forum des associations.

ACTIONS DE RUE

Nous avons organisé plusieurs actions « anti-pub », notamment l'action « C'est pas Versailles » consistant à éteindre les enseignes de certains commerces et à coller du papier kraft sur les panneaux publicitaires lumineux.

En novembre, à l'occasion du Black Friday, nous avons fait du tractage et de l'affichage pour dénoncer les impacts de la fast-fashion.

Nous avons également organisé, avec nos partenaires locaux, une action Total-EACOP en tenant un stand devant la gare d'Antony avec une

distribution de tracts.

Enfin, nous avons participé à la campagne d'affichage « BNP, la banque d'un monde qui brûle », dénonçant les liens étroits entre la banque française et les énergies fossiles.

PLAIDOYER SUR L'ACCAPAREMENT DES TERRES AGRICOLES

Nous avons rencontré le suppléant de notre députée, M. Christophe Mongardien, pour que la loi d'orientation agricole (LOA) inclue des mesures limitant le phénomène de concentration des terres.

PROTECTION DES GRANDS ARBRES

Notre groupe soutient l'action de l'antenne locale du Groupe National de Surveillance de l'Arbre.

Par ailleurs, nous participons, avec d'autres associations, à la surveillance d'un projet d'ouverture de la Bièvre au sein du Parc Heller : projet qui va reconfigurer totalement ce parc, avec l'abattage probable de nombreux arbres. Nous nous efforçons de sensibiliser les citoyen·nes à ce dossier, et cherchons à concilier l'action écologique avec les espaces de loisir pour la population. Un courrier a été adressé à M. Le Maire en ce sens.

Enfin, nous avons remporté une victoire ! Suite à la forte mobilisation des habitant·es du quartier Pajeaud à Antony, soutenue par plusieurs associations dont les Amis de la Terre Val de Bièvre, l'abattage des 80 arbres prévu initialement a été remplacé par l'abattage de seulement 4 spécimens.

VIE LOCALE

Nous sommes représenté·es au sein de l'Union des Associations Renaissance de la Bièvre. Par ailleurs, nous sommes en lien avec les Amis du Bois de Verrières, et nous travaillons également avec d'autres associations, comme Antony à Vélo, Attac, etc.



**Les Amis
de la Terre
Côte d'Or**

→ 51 retombées presse ;
→ 6 animations de stands
d'information ;

→ 1 projection ciné-débat
(*Des cailloux dans la chaussure*).

RUBS

Avec d'autres associations locales, pour lutter contre la bétonisation de la « Réserve Urbaine de Biodiversité du Suzon », espace de biodiversité de 3 hectares menacé par un projet immobilier, nous avons déposé un recours contre la décision de non-opposition du préfet dans le Dossier Loi sur l'Eau et un autre contre le permis de construire accordé par la Ville de Dijon. Sur le terrain, nous avons co-organisé une chaîne humaine, une journée de découverte de la biodiversité, une chasse aux galets et un jeu mystère.

ANTI-PUB

À travers des communiqués de presse, des actions de sur-affichage, l'interpellation d'élus via les réseaux sociaux, nous poursuivons nos efforts pour faire cesser la publicité sur les abribus et panneaux sucettes.

NUITS ST GEORGES

Nous sommes présent·es sur le marché tous les vendredis matins, avec notamment un questionnaire sur les déchets. Une présence continue qui permet à notre groupe d'être identifié comme acteur local pour la défense de l'environnement.

BANQUES

Nous avons créé une affiche informative « Votre banque est-elle climaticide ? », et envoyé une lettre aux 49 agences Crédit Agricole de Côte-d'Or pour dénoncer le financement de cette banque au projet EACOP de Total. Nous avons également distribué une copie de la lettre aux employé·es de l'agence régionale. Par ailleurs, nous avons adressé une lettre aux 698 communes de Côte-d'Or pour les informer qu'une banque peut être polluante et leur donner des outils pour choisir en conséquence.

NUCLÉAIRE

Nous avons co-organisé des actions d'information sur le nucléaire militaire : 12 vigies à Dijon et à Moly (sur la route de Valduc), ainsi que la 10^e édition du Jeûne-action (6-9 août) à Dijon avec entre autres une soirée exposition-débat.

Enfin, nous avons intégré en 2023 le Comité Régional de la Biodiversité de Bourgogne Franche.



Suite au camp militant BASE de 2022, le groupe projet ciné-débat s'est relancé avec 10 projections en 2023. Nous avons décidé d'abandonner le projet d'ouvrir une BASE à Lille, en optant plutôt pour un rapprochement de lieux déjà existants et avec une gouvernance proche du projet BASE, notamment pour les formations à la désobéissance civile.

Par ailleurs, notre groupe, qui était présent à Sainte-Soline, a soutenu la manifestation en avançant l'argent pour la location du bus et en permettant au collectif organisateur d'utiliser notre compte Helloasso.

En 2023, nous avons dispensé 5 formations et participé à trois actions : une action d'affichage sauvage contre Total ; une action consistant à

déposer des lettres dans des agences Crédit Agricole et Société Générale contre le financement du projet gazier au Mozambique ; et l'action de blocage de l'AG de Total. Nous avons également tenu un stand lors d'un rassemblement des Soulèvements de l'Air.

Un premier cortège de l'Alliance écologique et sociale a été expérimenté durant une des manifestations contre le report de l'âge de la retraite, aux côtés de Greenpeace, Attac et la Confédération paysanne.

Enfin, notre groupe a accueilli début juin l'Assemblée Fédérale des Amis de la Terre France à Lille.



- 5 réunions du groupe ;
- 6 projections ciné-débat ;

- 1 rendez-vous de plaidoyer.

L'année 2023 a été marquée par une profusion de réunions et notre participation à de nombreuses concertations publiques sous l'égide de la CNDP, en lien avec les différents projets qui se développent sur Dunkerque autour de la voiture électrique, la décarbonation du site d'ArcelorMittal, les EPR... Notre participation à ces réunions et aux enquêtes publiques ne change rien aux décisions qui semblent prises d'avance.

Plusieurs événements autour de cinés-débat nous ont permis de rencontrer d'autres associations environnementales du territoire, rencontres rendues difficiles depuis la « destruction » de la Maison de l'environnement de Dunkerque en 2022. Ces événements permettent aussi une rencontre du public mais qui, hélas, est toujours un public d'habitué-es.

Suite aux contacts pris à l'Assemblée Fédérale en juin à Lille, nous avons intégré le groupe de travail sur l'accaparement des terres et celui sur le nucléaire.



Cette année encore, nous avons participé à de nombreuses consultations en émettant des avis négatifs sur les projets écocidaire. Si la lutte a été synonyme d'épuisement, nous avons cependant tenu le cap de nos activités et avons lancé le renouvellement de notre agrément. La Base, ouverte en mars 2023, est l'aboutissement de trois camps climat à Toulouse et d'une longue réflexion collective avec l'ambition de coordonner et mutualiser les forces de plusieurs associations et collectifs pour dire « stop » aux projets inutiles et imposés et pour une transition vers des sociétés soutenables au Nord comme au Sud.

LES ACTIONS JURIDIQUES

- 3^{ème} ligne de métro de Toulouse : malgré un référé débouté, notre contestation sur le fond est en attente de jugement.
- Prolongement de la ligne B du métro : la conciliation a permis de réduire de deux tiers la destruction d'un bois, mais nous avons refusé de la signer du fait de l'absence de suivi de « compensation ». Le dossier au fond est dans les limbes de la justice.
- Tour Occitanie : le dossier a été rejeté en appel, nous pensons à passer en cassation.
- Plan Local d'Urbanisme : le dossier a été rejeté en appel en décembre 2023. Nous n'allons pas en cassation.
- Autoroute Castres-Toulouse : nous sommes co-requérant-es des recours.
- Projet de 3^{ème} prison à Muret : nous sommes co-requérant-es du recours. Le dossier a été rejeté en référé, nous réfléchissons à porter plainte.

D'AUTRES PROJETS CONTESTÉS

- Nous avons produit un avis sur le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) dans le cadre du PLUi-H de Toulouse Métropole.

→ Incinérateur du Mirail : nous avons participé au débat et interpellé la CNDP (Commission Nationale du Débat Public).

→ Le lac de Montbel en Ariège est menacé par un projet touristique. Nous apportons notre soutien au collectif « À pas de loutre » et avons déposé un avis défavorable.

→ Nous avons participé à la concertation sur un projet de ZAC « Futur campus des mobilités innovantes et décarbonées », « Technocampus hydrogène » à Francazal.

→ Nous avons participé à la concertation sur les projets routiers de la métropole (BUCSM / BUO / Jonction Est).

→ Nous apportons notre soutien au collectif N.A.T.U.R.E.S Pradettes qui porte un projet de ferme urbaine sur une friche que la métropole a décidé de vendre.

MAIS AUSSI...

- L'ouverture de La Base Toulouse a offert un nouveau lieu militant. Nous sommes fier-es d'avoir pu participer à sa création et à la coordination des luttes locales (réunions et actions communes).
- Nous avons participé à 14 commissions ou instances publiques.
- Nous avons réalisé deux « Feuilles Vertes » et une trentaine de Lettrinfos (plus de 1000 abonné-es).
- Nous avons participé à des manifestations, tenu des stands et participé à des réunions publiques mensuelles sur différents thèmes.

RETOMBÉES PRESSE

Notre groupe local a été mentionné dans [La Dépêche](#) et dans le [Journal Toulousain](#).



- 1 AG extraordinaire de réveil du groupe ;
- 7 réunions mensuelles ;
- 1 participation à une table ronde ;
- 3 animations de stands.



RÉVEIL DE L'ASSOCIATION

Après avoir du se mettre en sommeil en 2022, le groupe a organisé son AG de réveil en avril 2023, en présence de nouveaux administrateurs et de la chargée d'animation du réseau des Amis de la Terre, mais avec un effectif de militant-es très réduit.

NUISANCES DE L'AÉRODROME DE MEYTHET À ANNECY

Nous avons participé à une manifestation contre les nuisances de l'aérodrome, malgré une présence policière massive. Nous avons également assisté à une table ronde, et localement, une négociation multi-partite de la Charte de l'Environnement s'est déroulée sous l'égide de la préfecture, aboutissant à un texte très décevant voire scandaleux, que nous n'avons donc pas signé.

PROTECTION DES SOUS-SOLS

Nous avons adhéré à l'association ACASS (Action Contre les Atteintes du Sous-Sol, Ain, les 2 Savoie et Jura), précédemment nommée « Non aux Gaz de Schiste Pays de Savoie et de l'Ain » (NGDS74).

POLLUTION DE L'EAU ET DU SOL AUX POLLUANTS ÉTERNELS PFAS

Après l'annonce par la presse de la pollution de nappes phréatiques alimentant en eau potable

les agglomérations du Grand Annecy et de la Communauté de Communes de Rumilly, et face au silence des collectivités locales, notre groupe s'est emparé du sujet.

POLLUTIONS LOCALES DIVERSES

Nous apportons notre soutien à des collectifs et associations luttant contre les pollutions d'une rivière, les pollutions liées à une décharge sauvage, et contre les nuisances sonores dues à l'expansion d'un champ de tir.

FESTIVAL DES SOLIDARITÉS À ANNECY

Nous avons organisé la venue de la chargée de campagne agriculture des Amis de la Terre France, qui est intervenue à la table ronde « Droit à une alimentation pour tous et souveraineté alimentaire locale et dans le monde ».

NON AU VÉLODROME ARENA

Le groupe est engagé contre un projet de complexe à la Roche-sur-Foron, contenant un vélodrome destiné à accueillir des épreuves du championnat du monde de cyclisme en 2027. Nous apportons notre soutien à l'association NAVA (Non Au Vélodrome Aréna).

FUTUR COLLISIONNEUR CIRCULAIRE

Le « Futur collisionneur circulaire », porté par le Conseil Européen pour la Recherche Nucléaire (CERN), est un projet pharaonique de collisionneur de particules, consistant en la construction d'un anneau de 92 km de circonférence enterré profondément. Le collectif Co-CERNés, dont font partie les Amis de la Terre Haute-Savoie, dénonce l'impact environnemental du projet.



Les politiques publiques vont de plus en plus dans le mauvais sens, et c'est l'environnement qui en fait les frais. Le déploiement des énergies renouvelables en est la preuve, et il n'en va pas autrement sur notre département, tout particulièrement en ce qui concerne le photovoltaïque et la méthanisation. Nous assistons à un déploiement anarchique de projets privés contre lesquels nos concitoyen·nes sont vent debout car ils défigurent nos paysages et oblitèrent nos terres agricoles et espaces naturels. Notre revendication est claire à ce sujet : il faut investir en priorité les gisements anthropisés, et sur des projets territoriaux et non privés.

Les problématiques liées à l'eau sont plus que jamais au cœur de nos préoccupations : il devient de plus en plus difficile de lutter contre les désirs de stockage des agriculteurs et les concertations de PTGE (projets de territoire pour la gestion de l'eau) deviennent difficiles voire conflictuelles.

Concernant les mobilités, nous avons essayé cette année d'agir sur le ferroviaire (la ligne Auch-Agen et Auch-Toulouse), en faveur de meilleurs cadencements et de meilleures dessertes. Pour ce qui est du juridique, de nouveaux contentieux s'ajoutent à ceux déjà en cours, entraînant de lourds frais d'avocats ou judiciaires. Quant aux problèmes des déchets, malheureusement, rien ne bouge, à cause d'un contexte local qui perdure depuis des décennies grâce à l'inertie et l'incurie de trop d'élus. La charge de travail augmentant, nous avons pu nous appuyer sur des bénévoles qui s'investissent et gagnent en expertise. Si bien que nous avons dû nous réunir presque toutes les semaines, en CA ou en bureau.

Nous avons organisé des réunions d'information sur les projets, des marches de protestation et des manifestations :

- Réunion publique à Lisle de Noé sur la méthanisation, à Masseube contre le projet de centre de tri ;
- Marche à Montesquiou contre le projet de méthanisation ;
- Manifestation devant le siège du porteur de

projet du centre de tri ;

- Manifestations devant la préfecture contre divers projets (centre de tri, photovoltaïque...), devant le tribunal d'Auch pour soutenir un adhérent mis en accusation dans le cadre d'un projet photovoltaïque ;
- Nous avons tenu des stands aux Festifermes organisés par la Confédération Paysanne et à Lisle-Joudain lors d'un événement festif ;
- Nous avons participé au Salon à la Ferme de la Confédération Paysanne et organisé une conférence sur l'eau avec divers experts invités ;
- Nous sommes allés sur le plateau du Larzac en août, et avons pu rencontrer de nombreuses organisations engagées elles aussi dans les mêmes luttes sur les énergies renouvelables ;
- Enfin, nous avons pu assister à la CNGL (Coordination Nationale des Groupes Locaux) à Marseille.

Tout au long de l'année, nous avons initié de nombreuses rencontres avec des acteurs institutionnels, des élus locaux et des parlementaires. Nous leur avons adressé divers courriers et avons rédigé des communiqués de presse, dans le but d'alerter et d'informer, notamment les élus locaux qui manquent d'expertise.

Enfin, les commissions départementales auxquelles nous participons se font de plus en plus nombreuses :

- CSS (commissions de suivi de site), de la ressource en eau, d'aménagement foncier, des aires protégées et Natura 2000
- Les PTGE, les Sages
- Le Coderst

Nous avons engagé une demande de renouvellement de notre agrément en août, une réponse positive nous a été donnée début 2024. Pour faire face aux enjeux, nous allons devoir nous réorganiser et accorder plus de temps à la réflexion et à la collaboration avec d'autres organisations.



PARTICIPATION AUX INSTANCES NATIONALES

Le groupe a participé à l'Assemblée Fédérale des Amis de la Terre à Lille en juin, ainsi qu'à la CNGL (Coordination Nationale des Groupes locaux) aux îles du Frioul en novembre. Par ailleurs, nous sommes présent-es aux réunions mensuelles d'animation du réseau des groupes locaux et nous avons participé fin août à une action de collage dans plusieurs stations-services, dans le cadre de la campagne nationale contre Total.

PARTICIPATION À ALTERNATIBA LIMOUSIN

Nous avons participé aux réunions d'animation d'Alternatiba Limousin, ainsi qu'à plusieurs réunions de préparation du « quartier » énergie à la foire bio Coccinelles qui a lieu chaque année début juin.

PARTICIPATION À BASSINES NON MERCI

En janvier, le collectif a organisé la projection du film *Julien, le marais et la libellule* et géré les suites (dépôt de plainte contre la Coordination Rurale, réactions médias, etc.). Nous avons participé à la manifestation du 25 mars à Sainte-Soline, et nous nous sommes rendu-es à Niort pour les procès suite à Sainte-Soline. Le groupe a également participé aux manifestations de soutien aux Soulèvements de la Terre, menacés de dissolution.

AVEC LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE

Nous avons participé, aux côtés de la Confédération Paysanne, à une action anti-pub, consistant à recouvrir des panneaux publicitaires avec des affiches « L'agriculture sans lutte des classes c'est du jardinage ». Nous étions présent-es au congrès national de la Confédération Paysanne, à Vicq-sur-Breuilh.

NUCLÉAIRE

Nous avons participé à la création d'un groupe de travail national sur le nucléaire. Par ailleurs, nous avons participé à la relance d'une coordination anti-nucléaire nationale inter-associative, et Les Amis de la Terre Limousin sont inscrit-es dans

une coordination Sud-ouest en cours de création. Enfin, nous avons participé au rassemblement à Civaux le 22 octobre avec des militant-es de la Vienne et de l'Allier.

PESTICIDES / EAU

Nous avons participé à la campagne « secrets toxiques », et à un colloque sur l'eau à St Junien. Nous faisons partie du CA de l'association nationale ASPRO PNPP (alternatives aux pesticides).

AUTRES PARTICIPATIONS DIVERSES

- Participation à la fresque de la biodiversité à l'attention des journalistes des médias locaux ;
- Formation de plusieurs adhérent-es à l'animation de la fresque du climat ;
- Participation au collectif contre l'A147 (projet abandonné par les porteurs du projet) ;
- Participation aux journées des Résistantes au Larzac début août ;
- Participation aux réunions mensuelles de l'association Transitions Limousines et participation de plusieurs adhérent-es à des travaux thématiques ;
- Participation à une table ronde sur les éco-quartiers ;
- Participation à plusieurs projections cinés-débat : *L'illusion verte*, *De l'eau jaillit le feu*, ...
- Participation au premier apéro-débat à la MDH, portant sur la répression des mouvements écologistes ;
- Préparation de l'action Lafarge ;
- Rencontre inter-associative à la Loutre initiée par LNE (Limousin Nature Environnement) ;

CHRONIQUE MENSUELLE SUR RCF

Lors de cette chronique mensuelle, nous avons abordé en 2023 les méga-bassines, les procès suite à Sainte-Soline, mais aussi la répression policière, l'agriculture, etc.



**Les Amis
de la Terre
Savoie**

→ 85 adhérent·es
→ 550 sympathisant·es qui
reçoivent notre lettre mensuelle
→ 200 lecteur·ices

→ Facebook : 1776 followers
(+14,7 % en un an)
→ Twitter : 459 abonné·es
(+20 %)

Notre groupe est mobilisé sur deux axes principaux : un enjeu régional avec la lutte contre le projet inutile de nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin ; et un enjeu local avec la préservation des terres agricoles (21 ha) près de Chambéry.

En 2023, nous avons participé à la mobilisation le 25-26 mars à Sainte-Soline contre les méga-bassines, et nous avons co-organisé un rassemblement le 17-18 juin en Maurienne contre le projet de ligne Lyon-Turin. Suite à la menace de dissolution des Soulèvements de la Terre, nous allons participer à la création de comités locaux de soutien aux Soulèvements.

PRÉSERVATION DE TERRES AGRICOLES

Notre groupe a participé à la création du Collectif pour un projet agricole à Technolac, pour dire « non » à l'extension de nouvelles ZAC et à l'artificialisation de nouvelles terres agricoles, et « oui » au développement de l'autosuffisance alimentaire. Ainsi, nous avons organisé un rassemblement festif en septembre.

NON AU PROJET DU LYON-TURIN, OUI À L'UTILISATION DE L'INFRASTRUCTURE EXISTANTE

Il existe déjà une ligne Lyon-Turin, et le trafic de marchandises est en diminution depuis 30 ans. Le coût du projet est exorbitant (30 milliards) et le bilan carbone ne serait amorti qu'après 2085. 1500 ha de zones agricoles et naturelles seraient artificialisés, sans compter les millions de tonnes de déchets extraits, et les 100 millions de m³ d'eau souterraine drainés chaque année.

Les 17 et 18 juin, 5 000 personnes se sont rassemblées en Maurienne, à l'appel de la coordination des opposant·es au Lyon-Turin qui militent pour l'utilisation de la ligne existante. Ce rassemblement fut une réussite, et a lancé une nouvelle dynamique internationale grâce au soutien déterminant des Soulèvements de la Terre, malgré les interdictions et violences policières.

Les Amis de la Terre Savoie, présents sur le sujet depuis 2012, ont co-organisé ce rassemblement.

De nouveaux collectifs CCLT (Comités Contre le Lyon-Turin) se créent, se coordonnent et agissent, le long des centaines de kms du projet. Les liens avec les « NoTav » italiens se renforcent. La coordination des opposant·es au Lyon-Turin s'élargit en intégrant des associations locales et nationales, des syndicats et des partis. Il est encore temps d'arrêter les dégâts, car à ce jour, sur les 260 kms de tunnel, seulement 11 kms ont été creusés.

STOP AUX VOLS EN JETS PRIVÉS !

En mars 2023, a eu lieu la 4^e édition de la mobilisation « Tousse en piste » avec le blocage du terminal « affaires » de l'aéroport de Chambéry. Cette action non-violente a été co-organisée par les Amis de la Terre Savoie, Attac Savoie et XR Chambéry. Un communiqué de presse a été rédigé et a généré de nombreuses retombées presse (AFP, reportage *Vioce TV*, *France3 Région*, *Dauphiné Libéré*, *France Bleu Pays de Savoie*, *Libération...*). Une pétition pour faire interdire les jets privés a été créée.

INFO, SOUTIEN ET PARTICIPATION

→ Coupes rases en forêt à la Motte Servolex : en avril-mai, nous avons apporté notre soutien aux habitant·es et à la commune. Cette lutte a fait l'objet de deux reportages de la *Vioce TV* ([ici](#) et [ici](#)).

→ Retenue collinaire la Clusaz 74 : avec les Amis de la Terre Haute-Savoie, nous avons obtenu une victoire en Conseil d'état.

→ Non aux JO dans les Alpes : en décembre-janvier, à Albertville et Chambéry, nous avons participé à un défilé carnavalesque contre les JO 2030.

→ Nucléaire : en septembre, à Lyon, nous avons participé au rassemblement de la Coordination régionale et Sortir du Nucléaire Bugey.

→ Nous avons participé aux manifestations contre la réforme des retraites.

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023

Document publié par les Amis de la Terre France
Avril 2024

PHOTOS : Benoît Derouet, Rachel Dano, Charles de Lacombe, Fanny Maréchal, Les Joies Sauvages.

MAQUETTE : Zelda Mauger.

La fédération des Amis de la Terre France est une association de protection des droits humains et de l'environnement, à but non lucratif, indépendante de tout pouvoir politique ou religieux. Créée en 1970, elle a participé à la fondation du mouvement écologiste français et à la formation du premier réseau écologiste mondial - Friends of the Earth International - présent dans 75 pays et réunissant 2 millions de membres sur les cinq continents. En France, les Amis de la Terre forment un réseau d'une trentaine de groupes locaux qui agissent selon leurs priorités locales et relaient les campagnes nationales et internationales sur la base d'un engagement commun pour la justice sociale et environnementale. Les Amis de la Terre militent pour une transition vers des sociétés soutenables au Nord comme au Sud.

Les Amis de la Terre France
Mundo M, 47 avenue Pasteur
93100 Montreuil
+33 1 48 51 32 22
france@amisdelaterre.org

amisdelaterre.org

